**CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DES BOUCHES-DU RHONE**

Direction Générale Adjointe de la Solidarité
Direction des Territoires et de l'Action Sociale
12835

**RÉUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 14 AVRIL 2020
SOUS LA PRÉSIDENTE DE MME MARTINE VASSAL
RAPPORTEUR(S) : MME MARTINE VASSAL / MME BRIGITTE DEVÉSA**

OBJET : Dispositif d'insertion par le logement (DIL) : 2ème année de conventionnement.

Madame la Présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, sur proposition de Madame la déléguée aux politiques publiques mises en oeuvre par les maisons départementales de la solidarité, soumet à la Commission permanente le rapport suivant :

Le dispositif d'insertion par le logement (DIL) s'inscrit dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) des Bouches-du-Rhône, piloté conjointement par l'État et le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône.

Le PDALHPD définit "les objectifs et les mesures destinés à permettre à toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, d'accéder à un logement décent et indépendant, de s'y maintenir et d'y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques", pour la période 2016-2020. Il a été approuvé en séance du Conseil départemental le 25 mars 2016.

Dispositif d'intermédiation locative, le DIL permet de sécuriser et simplifier la relation entre le locataire et le bailleur, grâce à l'intervention d'un tiers social qui est l'association Solidaires pour l'habitat (SOLIHA Provence), agréée par l'État.

Depuis janvier 2019, ce projet programmé pour une période de trois ans est effectif. Les modalités ont fait l'objet d'une convention signée entre SOLIHA Provence et le Conseil départemental suite à la délibération n° 40 du 20 septembre 2019. Le montant annuel s'élève à 720 000 €

Le financement de l'année suivante est soumis à la réalisation des objectifs fixés dans cette délibération de référence, à savoir présenter un nombre maximum de logements en gestion au 31 décembre de chaque exercice et de garantir une offre nouvelle d'au moins 30 logements annuellement. Après l'étude du bilan d'exécution du projet, fourni par SOLIHA Provence sur l'année 2019, l'association a rempli ses obligations et ses engagements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer à la Commission permanente de prendre la délibération ci-après.

**Signé
La Présidente du Conseil départemental**

Martine VASSAL